



# S3PI PRESQU'ÎLE D'AMBÈS

## Presqu'île d'Ambès (33)

### Actualisation des émissions pour la mise à jour de l'ERS de la Presqu'île d'Ambès

Proposition technique et financière

Réf. A24491 / PACISO02885

CLD/OL

26/10/2015

Agence Sud-Ouest • Bâtiment 51 - rue des Terres Neuves – 33130 Begles  
Tél : 05.56.49.38.22 • Fax : 05.56.49.89.69 • [agence.de.bordeaux@burgeap.fr](mailto:agence.de.bordeaux@burgeap.fr)  
RCS Nanterre B 682 008 222 / SIRET 682 008 222 001 97



[www.burgeap.fr](http://www.burgeap.fr)

# SOMMAIRE

<b>1.</b>	<b>Votre demande .....</b>	<b>3</b>
<b>2.</b>	<b>Atouts de BURGEAP .....</b>	<b>4</b>
2.1	L'ingénierie au service de l'environnement.....	4
2.2	Une bonne connaissance de la problématique.....	5
2.3	L'équipe de projet .....	6
2.4	Engagement qualité .....	7
2.5	Hygiène et sécurité .....	7
2.6	Certifications et qualifications .....	7
<b>3.</b>	<b>Proposition technique.....</b>	<b>8</b>
3.1	Préambule .....	8
3.2	Inventaire des émissions .....	8
3.3	Identification des dangers et relations dose/réponse .....	9
3.4	Choix des substances retenues pour la mise à jour .....	10
<b>4.</b>	<b>Conditions d'exécution .....</b>	<b>11</b>
4.1	Conditions générales de vente .....	11
4.2	Déontologie, clauses de confidentialité et absence de conflit d'intérêt .....	11
4.3	Documents fournis .....	11
4.4	Planning et délais de mobilisation .....	11
4.4.1	Délais de mobilisation .....	11
4.4.2	Durée de la prestation .....	11
4.4.3	Gestion des imprévus.....	11
4.5	Limites et conditions de réalisation des prestations .....	11
4.6	Nos autres prestations .....	12
<b>5.</b>	<b>Proposition commerciale .....</b>	<b>13</b>
5.1	Bordereau de prix – devis estimatif .....	13
5.2	Clauses commerciales .....	13
5.2.1	Montant de l'offre.....	13
5.2.2	Révision des prix .....	14
5.2.3	Taxes .....	14
5.2.4	Conditions de facturation et règlement .....	14
5.2.5	Validité de l'offre .....	14
	<b>Accord sur proposition .....</b>	<b>16</b>

## 1. Votre demande

La presqu'île d'Ambès et ses environs sont en particulier soumis à la pollution atmosphérique de différentes industries soumises à autorisation, avec notamment celles de la région du Bec d'Ambès, du Grand Port Maritime de Bordeaux et l'UIOM de Cenon.

Une évaluation des risques sanitaires a été réalisée sur cette zone par BURGEAP en 2010. L'objet de l'étude était d'évaluer l'excès de risque sanitaire chronique encourus par les populations riveraines exposées aux rejets atmosphériques des industries soumises à autorisation de la presqu'île d'Ambès et des activités du Grand Port Maritime de Bordeaux ainsi que de l'UIOM de Cenon.

La première phase de cette étude avait consisté en la réalisation d'un inventaire des substances émises par les sources retenues pour cette étude ; cette étude préliminaire ayant été réalisée en 2007. L'année de référence retenue était 2006. Au moment de réaliser l'étude de risques sanitaires, compte tenu des modifications de process ou des nouvelles émissions atmosphériques qui avaient été recensées, l'année 2009 a été prise comme année de référence.

Votre intention est de procéder à une nouvelle mise à jour des émissions à date afin de comparer la compilation nouvellement faite à celle de l'étude ERS disponible (rapport BURGEAP CBxA091784/A24491/RIn08815-05 du 17/01/2011) ayant 2009 comme année de référence.

Les résultats de la mise à jour des données vous permettra de décider ultérieurement si la mise à jour complète de l'étude est nécessaire ou pas.

## 2. Atouts de BURGEAP

### 2.1 L'ingénierie au service de l'environnement

Votre interlocuteur au stade de l'offre	C. LE DEVEHAT
Une expertise pluridisciplinaire de l'ingénierie de l'environnement	<p><a href="#">BURGEAP</a>, bureau d'ingénierie spécialiste de l'environnement créé en 1947 appartient au groupe européen d'ingénierie BURGEAP IGIP Holding SE (BIHSE), issu du rapprochement entre BURGEAP et son partenaire historique allemand IGIP.</p> <p>Le Groupe réunit plus de 20.000 références dans 80 pays. Ses 950 collaborateurs contribuent à un chiffre d'affaires de plus de 77 millions d'euros en 2013.</p> <p>BURGEAP offre à ses clients publics et privés une prestation d'ingénierie globale, conseil, formation, assistance à maîtrise d'ouvrage, conception, maîtrise d'œuvre, réalisations clé en main dans les domaines suivants :</p> <p>Ville et territoires</p> <p>Environnement industriel</p> <p>Nucléaire et déconstruction</p>
Un engagement en matière de RSE	Le Groupe s'engage dans une démarche volontaire d'exemplarité environnementale et de progrès social. Il intègre les principes du développement durable dans sa propre stratégie et son management, et a mis en place une démarche RSE (responsabilité sociétale des entreprises)
<a href="#">Assurances</a>	BURGEAP est assuré pour les conséquences de ses activités. Nos attestations d'assurance sont disponibles sur notre site Internet en cliquant ci-contre.
Certifications et Qualifications	<p>BURGEAP possède les certifications et qualification suivantes disponibles sur notre site Internet :</p> <p><a href="#">ISO 9001:2008 – N° 50170-2009-AQ-FRA-COFRAC</a></p> <p><a href="#">NFX31-620</a>, prestations de services relatives aux sites et sols pollués » – domaines A (études, assistance et contrôles) et B (ingénierie des travaux de réhabilitation), par le LNE (<a href="http://www.lne.fr">www.lne.fr</a>)</p> <p>En cours de qualification MASE</p> <p><a href="#">OPQIBI</a></p>
Certificats de capacité	Nous tenons nos certificats de capacité à votre disposition
Références	Nos principales références sont jointes en annexe.

## 2.2 Une bonne connaissance de la problématique

BURGEAP possède de solides références **dans le domaine de la pollution atmosphérique et des évaluations de risques sanitaires dans l'environnement d'installations industrielles**. Parmi nos autres références marquantes en termes d'évaluation des risques sanitaires, nous pouvons citer les évaluations de risques sanitaires **à l'échelle de la Zone Industrielle** :

- **L'évaluation des risques sanitaires sur la zone d'Hornaing-Bouchain pour laquelle une méthodologie similaire est mise en œuvre.** L'objet de l'étude est d'évaluer les risques sanitaires chroniques encourus par les populations exposées aux émissions d'origine industrielle ou du bruit de fond. Le champ de l'étude couvre les émissions industrielles, du chauffage urbain, du trafic routier, fluvial et ferroviaire et de la pollution historique.
- **L'évaluation des risques sanitaires globale liés aux activités de la Zone Industrielle de la presqu'île d'Ambès pour la DRASS Aquitaine** ainsi qu'au préalable la réalisation du cahier des charges techniques pour la réalisation de cette évaluation réalisée pour le compte de la CUB. Cette étude porte sur la prise en compte d'une vingtaine de sites industriels.
- **L'évaluation des risques sanitaires liés aux rejets atmosphériques générés par les activités industrielles de Lacq (64) pour le compte de l'UIC.** Ce projet a comporté une phase lourde d'inventaire d'émissions avec un important travail de BURGEAP pour compléter les données manquantes (proposition et justification de valeurs et préconisation éventuelle de campagnes de mesures) et vérifier la cohérence des paramètres fournis. La base de données constituée a été validée par le comité de pilotage (industriels, CIRE, DDASS, DIRE, Communauté des Communes).
- **L'évaluation des risques sanitaires liés aux activités de la Zone Industrielle de Fos sur Mer dans les Bouches-du-Rhône (13) pour la DIRE PACA.** Ce projet porte sur la prise en compte des émissions industrielles de 22 installations (sources canalisées et diffuses).
- **L'évaluation des risques sanitaires liés aux activités de la Zone Industrielle Lavéra dans les Bouches-du-Rhône (13) pour la DIRE PACA.** Ce projet porte sur la prise en compte des émissions industrielles d'une vingtaine d'installations (sources canalisées et diffuses), des émissions liées au trafic automobile et maritime sur la zone. Cette étude est comparable à celle qui a été réalisée pour la zone industrielle de Fos sur Mer.
- **L'évaluation des risques sanitaires liés aux activités de la Zone Industrielle de Port Jérôme (76) pour l'ARS, la DREAL, la CCCVL et l'Association Air Normand.** Ce projet a porté sur la prise en compte des émissions industrielles de 15 installations industrielles et leur modélisation en partenariat avec la société NUMTECH. Le projet a également intégré l'évaluation, par des mesures, de la contamination des sols superficiels et des matrices alimentaires susceptibles d'être à l'origine d'une exposition de la population résidant autour de la zone.
- **L'évaluation des risques sanitaires liés aux activités de la vallée du Paillon dans les Alpes-Maritimes (06) pour le Conseil Général.** Ce projet a porté sur la prise en compte des émissions industrielles de 8 installations (canalisées et diffuses), des émissions liées au trafic automobile et à l'habitat sur la zone. NUMTECH avait en charge la partie concernant la collecte des émissions liées à l'habitat et le trafic ainsi que la simulation de l'impact des rejets atmosphériques. BURGEAP avait en charge la collecte des émissions des industriels, l'évaluation des risques sanitaires associés aux émissions et la coordination générale du projet.
- **des dizaines d'études** portant sur l'impact de rejets d'origine industrielle et les évaluations des risques sanitaires associés :
  - EDF : Etude de dispersion atmosphérique et évaluation de risque sanitaire du centre de production thermique de Bouchain (59) ;
  - TOYOTA MOTOR MANUFACTURING (FRANCE) : Evaluation des risques sanitaires liés aux rejets d'un site de fabrication automobile (Onnaing - 59) ;

- POLIMERI EUROPA : Mise à jour de l'évaluation des risques sanitaires liés aux émissions à l'atmosphère d'un site de fabrication de polyéthylène (MARDYCK - 59) ;
- EXXON Mobil : Mesure des émissions fugitives (Dunkerque – 59) ;
- SANOFI AVENTIS PASTEUR : Mission d'expertise pour encadrer la réalisation du volet sanitaire d'un DDAE pour le site Val-de-Reuil (27) ;
- COGNIS : Evaluation des risques sanitaires d'un site de production d'intermédiaire de synthèse (Boussens -31) ;
- INEOS : Evaluation des risques sanitaires sur un site de fabrication de biocarburant ;
- CARGILL : Evaluation des risques sanitaires liés aux rejets atmosphériques d'un site de fabrication d'huile de tournesol (Saint Nazaire -44) ;
- SCORI : Evaluation des risques sanitaires des sites SCORI situés à Dommary, Givors et Frontignan ;
- COMMUNAUTE DE COMMUNES D'OYONNAX : Impacts environnementaux et sanitaires d'un incinérateur de déchets urbains (Oyonnax – 01) ;
- LUBRIZOL : Inventaire des émissions atmosphériques et évaluation des risques sanitaires associées (Rouen - 76) ;
- CABOT : Evaluation des risques sanitaires d'un site de fabrication de noir de carbone (Berre - 13) ;
- LYONDELL CHIMIE FRANCE : Bilan de fonctionnement décennal et Etude d'impact sanitaire des rejets du site Lyondell Chimie France (Fos-sur-Mer - 13) ;
- BASEL : Mesure des émissions fugitives de COV sur un site de fabrication de polyéthylène (Fos – 13) ;
- **l'évaluation des impacts environnementaux** et sanitaires d'incinérateurs et la participation à la **réalisation des plans de surveillance** (Oyonnax, Mourenx, Lacq, Montbéliard, Monthyon, Thonon-les-Bains).

## 2.3 L'équipe de projet

Le responsable global du projet sera :

- **Christelle LE DÉVÉHAT, expert BURGEAP en santé-environnement**, avec plus de 15 ans d'expérience professionnelle dans le domaine santé-environnement, est actuellement directrice de projet au sein du département « air, conseil, industrie » de BURGEAP, où elle assure un rôle de référent-métier dans le domaine de « l'évaluation des risques sanitaires » (contrôle qualité des dossiers, veille technique et scientifique, développement des outils, etc.). Son principal domaine de compétence se situe dans la qualité de l'air et ses impacts sur la santé, où elle exerce en étroite collaboration avec les industriels, les collectivités, les aménageurs, les administrations (DREAL, ARS) ou les institutions (Anses, Ministère de l'environnement, Haut Conseil de Santé Publique).

Responsable de projet sur de nombreux dossiers d'évaluations des risques sanitaires liées aux plateformes industrielles (ERS globale de Lacq, Fos, Lavera, Port-Jérôme, ...) ou sur les études de zones, elle exerce également son activité en lien avec les pollutions des sols ou de l'eau. Elle participe à la section « Méthodologie d'évaluation de risque sanitaire » de la SFSE (Société française en Santé Environnement). Elle assurera le pilotage du dossier et réalisera la vérification de l'ensemble des points techniques du dossier.

Elle sera assistée par :

- **Christophe VIENNE**, directeur de projet ayant une dizaine d'année d'expérience dans l'évaluation des risques sanitaires, la qualité de l'air et les odeurs. **Il a été en charge d'évaluation des risques sanitaires réalisée à l'échelle de zone industrielle comme celle de la vallée du Paillon à Nice (06)**. Il a l'habitude de gérer des projets d'envergure puisqu'il a géré pendant 2 ans le suivi environnemental de l'environnement des installations du SIAAP (contrats de 500 k€ à 1 M€ annuels dont la majorité dédiée aux odeurs et à la qualité de l'air).

Réf. A24491 / PACISO02885	
CLD/OL	
26/10/2015	Page 6/16

- **Noémie GUILPAIN**, ingénieur de projet ayant 5 ans d'expérience dans l'évaluation des risques sanitaires. Elle a notamment participé à l'évaluation des risques sanitaire de la ZI de Lavéra, de la vallée du Paillon et de la presqu'île d'Ambès (étude multi-sites).
- **Olivia LLONGARIO**, ayant plus de quinzaine ans d'expérience en bureau d'études spécialisé dans le domaine des nuisances olfactives et des risques sanitaires. Elle compte à son actif plus d'une centaine d'études réalisées sur tous types de sites. Responsable adjointe de l'activité Air Conseil Industrie au sein de BURGEAP, **elle réalisera le contrôle qualité de la prestation.**

## 2.4 Engagement qualité

Votre attente qualité est notre recherche depuis plus d'un demi-siècle. Cette démarche évolutive s'appuie sur une organisation interne telle que la veille technologique et réglementaire, la formation, le contrôle des fournisseurs, l'expertise à chaque étape clé de la prestation, la traçabilité des documents.

Un plan d'assurance qualité est disponible sur demande auprès de notre département « normalisation ». Ce PAQ décrira les mesures prévues pour garantir la qualité de la prestation, notamment concernant la mise à disposition d'une équipe projet expérimentée et pluridisciplinaire ; la définition et l'application des procédures applicables ; la gestion des écarts et leurs mesures ; le contrôle du matériel ( y compris étalonnage et calibration) ; la pertinence des résultats ; le suivi qualité et sécurité des sous-traitants, la planification des contrôles internes et l'application stricte des procédures internes de vérification technique et de validation des rapports. En outre, le [manuel qualité est également disponible sur le site Internet de BURGEAP](#).

## 2.5 Hygiène et sécurité

Préalablement à notre intervention sur le terrain, nous effectuerons une visite du chantier et établirons un plan de prévention, conformément au décret du 20 février 1992 complétant le Code du travail. Dans ce cadre, un responsable du site devra être désigné par la société exploitante pour l'établissement de ce document.

Les intervenants de BURGEAP disposeront de l'équipement individuel de protection approprié.

## 2.6 Certifications et qualifications

Réaliser des prestations de qualité est, depuis sa création en 1947, un des objectifs majeurs de la société BURGEAP. Cet engagement se concrétise par les certifications et qualifications suivantes :

- [Certification ISO9001/2008](#) pour la totalité de ses activités par DNV Business Assurance ;
- Certification de service comme « [prestataire dans le domaine des Sites et Sols Pollués](#) » en conformité avec les normes de référence NF X 31-620 parties 1, 2 & 3 de juin 2011 par le LNE ;
- [Qualifications OPQIBI](#) ;
- Qualification MASE : BURGEAP a entamé une démarche progressive de certification MASE ; trois agences ont obtenu cette qualification en 2014.

Notre démarche « qualité » évolutive s'appuie sur la veille technologique et réglementaire, la formation, le contrôle des fournisseurs, l'expertise à chaque étape clé de la prestation, la traçabilité des documents et la prise en compte de vos remarques.

### 3. Proposition technique

#### 3.1 Préambule

La vulnérabilité de l'étude à l'heure actuelle en terme de communication réside dans :

- Le décalage dans le temps des données de base de l'étude ;
- L'évolution de la configuration de la zone d'étude : installation/disparition d'installations industrielles ;
- L'évolution des connaissances scientifiques, notamment en termes de toxicités des composés ;
- L'évolution des données de la littérature et des méthodologies.

Les points évoqués ci-après constituent les éléments permettant de décider de la nécessité de mettre à jour l'évaluation des risques finalisée en 2011 en tenant compte de l'évolution de la zone, des connaissances scientifiques et de la méthodologie.

#### 3.2 Inventaire des émissions

La première phase de l'étude initiale avait consisté en la réalisation d'un inventaire des substances émises par les sources industrielles retenues pour cette étude ; sur la base d'un premier inventaire réalisée en 2007. L'année de référence retenue était 2006, puis lorsque des modifications de process ou de nouvelles émissions atmosphériques avaient été recensées, l'année 2009 avait finalement été retenue comme année de référence.

Des projets de réduction/suppression de certaines sources devaient permettre de réduire considérablement certains flux, comme par exemple :

- MICHELIN : projet de substitution du toluène par un solvant CH/MCH (cyclohexane/Méthylcyclohexane), était en cours d'instruction. Les flux de toluène sur site devraient donc diminuer ;
- SAIPOL : il était envisagé que les émissions de COV devaient avoir tendance à diminuer, du fait d'un meilleur réglage des installations.

Des installations ou disparition d'unités industrielles ont également pu modifier la configuration de la zone d'étude, en termes d'émissions.

Ces modifications concernent aussi bien les substances en elles-mêmes que leurs flux à l'émission.

Ainsi, une des premières actions de la mise à jour de l'étude consiste à actualiser les données concernant les sites industriels présents sur la zone en 2015. En effet, **2015 sera considérée comme l'année de référence** de cette nouvelle mise à jour de l'étude. Nous considérerons les sites existants ainsi que les projets autorisés à cette date.



La mise à jour de la base de données existante (pour les flux à l'émission) se fera alors pour :

- Les substances émises au niveau **des sites existants** :
  - sur lesquels des modifications importantes de process ont eu lieu depuis 2006 ou 2009 ;
  - pour lesquelles des améliorations de connaissances en termes d'émissions sont intervenues depuis l'étude initiale,
- Les substances identifiées sur les **nouveaux sites** installés.

Pour les sites existants, nous nous baserons sur :

- L'évolution des connaissances de la DREAL sur les émissions des sites,
- Les déclarations GEREPP des sites,
- Les éléments fournis par les industriels eux-mêmes par l'intermédiaire d'une base de données excel, à l'instar de ce qui avait déjà été réalisé dans le cadre de l'étude initiale. Pour ce faire, le S3PI/la DREAL s'engage à nous fournir le nom d'un correspondant pour chaque site en charge de nous fournir les informations demandées.

Pour les nouveaux sites (installés ou projet), nous nous baserons sur les dossiers de demande d'autorisation d'exploiter déposés auprès de la DREAL et jugés recevables.

L'étude des risques sanitaires de la presqu'île d'Ambes des activités du Grand Port Maritime de Bordeaux et de l'UIOM de CENON (rapport BURGEAP CBxA091784/A24491/RIn08815-05) a porté uniquement sur les émissions atmosphériques des sources industrielles sans tenir compte des activités connexes.

Le trafic routier, les émissions du secteur tertiaire, etc. à l'origine d'émissions de particules, de NOx, de benzène n'ont pas été retenus pour l'heure. Toutefois, l'inventaire des émissions réalisées dans le cadre de l'étude initiale pourra être complété à l'aide des données du cadastre des émissions réalisé par AIRAQ (à l'échelle de la commune), ceci pour les secteurs :

- Résidentiel, tertiaire, commercial et institutionnel ;
- Agriculture, sylviculture et aquaculture ;
- Transport routier ;
- Autres transports.

Ceci permettra de juger de la nécessité d'intégrer ces sources dans une éventuelle mise à jour de l'étude.

A l'issue de cette phase, nous disposerons d'un inventaire mis à jour permettant de mettre en évidence :

- Les évolutions des niveaux d'émissions,
- Les évolutions en termes de connaissances des émissions sur la zone (amélioration des connaissances par rapport aux préconisations de l'étude initiale),
- La nécessité de mettre en œuvre des campagnes de mesures d'acquisition de données (les cahiers des charges éventuels ne sont pas chiffrés dans la présente proposition).

### 3.3 Identification des dangers et relations dose/réponse

Dans l'étude initiale (2011), l'inventaire des émissions avait permis d'identifier 60 composés émis sur la zone. 25 substances ont été retenues comme traceurs de risques ou d'exposition. 19 substances n'ont pas été retenues par manque de données toxicologiques, 16 substances n'ont pas été retenues car leurs émissions et/ou toxicité étaient jugées faibles.

Réf. A24491 / PACISO02885	
CLD/OL	
26/10/2015	Page 9/16

Il apparaît donc nécessaire de refaire une revue de la littérature concernant l'ensemble des substances identifiées dans l'étude initiale, de même que celles nouvellement identifiées. Des substances nouvellement inventoriées, dans le cadre de l'installation de nouvelles unités industrielles, doivent également être intégrées à cette mise à jour.

La recherche d'information sera réalisée de la même manière que dans l'étude initiale. Les informations toxicologiques seront recherchées dans la littérature scientifique, selon les techniques documentaires adaptées à la santé environnementale. Cette recherche comprendra l'interrogation des bases de données comme " Medline " et des sites web de plusieurs organismes nationaux ou internationaux comme :

- CIRC (<http://www.iarc.fr/>);
- CPP (<http://www.environnement.gouv.fr/>);
- OMS/IPCS (<http://www.who.int/pes/>);
- US-EPA (<http://www.epa.gov/>);
- RIVM (<http://www.rivm.nl/>);
- Hazardous Substances Data Bank (<http://www.library.adelaide.edu.au/erc/H/1299044.html>);
- CSHPF (<http://www.sante.gouv.fr/index.htm>);
- INERIS (<http://www.ineris.com/prestations/fiches.htm>);
- INRS (<http://www.inrs.fr/>).

Cette liste n'étant pas exhaustive

Concernant les valeurs toxicologiques de référence, la recherche a été réalisée au cours de l'année 2010 en tenant compte de la circulaire DGS/SD. 7B n° 2006-234 du 30 mai 2006 relative aux modalités de sélection des substances chimiques et de choix des valeurs toxicologiques de référence pour mener les évaluations de risques sanitaires dans le cadre des études d'impact.

Désormais, le choix des VTR doit être conforme à la note d'information N° DGS/EA1/DGPR/2014/307 du 31 octobre 2014 relative aux modalités de sélection des substances chimiques et de choix des valeurs toxicologiques de référence pour mener les évaluations des risques sanitaires dans le cadre des études d'impact et de la gestion des sites et sols pollués est prise en compte pour la sélection des VTR. Cette note implique notamment des évolutions pour le benzène.

Par ailleurs, les différentes instances en charge de construction de VTR produisent régulièrement de nouvelles données toxicologiques, notamment l'US-EPA et l'OEHA.

Pour l'identification des dangers comme pour la recherche des VTR, une revue de la littérature sera réalisée pour l'ensemble des substances identifiées dans l'étude initiale ainsi que pour celles nouvellement inventoriées.

### 3.4 Choix des substances retenues pour la mise à jour

Sur la base des informations collectées lors des deux étapes précédentes (3.2 & 3.3), la pertinence d'une révision de l'ERS, pour des substances existantes, ou nouvelles sera évaluée.

Pour cela, le choix des traceurs de risque sera actualisé selon la méthode des « ratios » de la même façon que dans l'étude initiale. Une comparaison sera alors faite pour vérifier si de nouveaux traceurs ont été retenus et si la mise à jour du ratio flux/VTR est de nature à modifier l'évaluation faite en 2010.

## 4. Conditions d'exécution

### 4.1 Conditions générales de vente

Les conditions générales de vente ci-jointes font partie intégrante du contrat.

### 4.2 Déontologie, clauses de confidentialité et absence de conflit d'intérêt

Comme le précise sa [charte de la déontologie](#), BURGEAP s'engage à respecter la confidentialité de toutes les informations relatives à cette étude. A votre demande, un accord de confidentialité spécifique pourra être signé. BURGEAP certifie au maître d'ouvrage l'absence de conflits d'intérêt entre la réalisation de cette mission et les prestations ou relations commerciales que BURGEAP aurait pu faire ou avoir sur ce site avec des tiers.

### 4.3 Documents fournis

Dans le souci d'éviter toute consommation inutile de ressources naturelles, notre offre prévoit par défaut la fourniture de tous les livrables (notes, comptes-rendus de réunion, rapports intermédiaires et finaux, plans et figures) en version électronique uniquement, sous forme de fichiers au format PDF, transmis par courriel ou via notre plate-forme FTP de transfert de données. Seuls les documents relatifs à la prévention des risques (plan de prévention), s'ils sont nécessaires pour la mission, seront imprimés.

Toutefois, si vous nous en faites la demande, nous vous fournirons les rapports finaux, plans et figures en autant d'exemplaires « papier » souhaités (dont 1 reproductible le cas échéant). Ils vous seront alors facturés en sus, sur la base du prix unitaire indiqué dans notre proposition commerciale.

Le rapport final remis sera réputé définitif dans un délai de 30 jours en l'absence de remarques écrites de votre part ou de l'administration.

### 4.4 Planning et délais de mobilisation

#### 4.4.1 Délais de mobilisation

Nous interviendrons sous **15 jours à compter de la réception du bon de commande**.

#### 4.4.2 Durée de la prestation

La prestation de BURGEAP durera 12 semaines (3 mois).

Cette durée ne prend en compte que les prestations pleinement gérées par BURGEAP. Toutes conséquences liées à d'autres intervenants (tels que les retards dans la transmission des données relatives au terme source, mesures dans l'environnement ...) doivent s'y rajouter.

#### 4.4.3 Gestion des imprévus

Nous vous tiendrons informé par e-mail de tout décalage du planning imprévisible à ce stade ou imputable à d'autres intervenants sur site ou à des découvertes fortuites. Nous déterminerons avec vous les solutions à adopter alors pour répondre au mieux à vos attentes.

### 4.5 Limites et conditions de réalisation des prestations

Restent à la charge de la société S3PI PRESQU'ÎLE D'AMBES :

Réf. A24491 / PACISO02885	
CLD/OL	
26/10/2015	Page 11/16

- l'information des administrations (DREAL) ;
- les prestations ou réunions supplémentaires non explicitement prévues au présent devis.

#### 4.6 Nos autres prestations

BURGEAP peut également vous accompagner sur les thématiques suivantes :

- études d'impact sur l'environnement ;
- efficacité énergétique, énergies renouvelables, géothermie ;
- gestion des déchets ;
- surveillance environnementale ;
- gestion des eaux pluviales, superficielles ou souterraines et maîtrise des risques inondations ;
- hydrogéologie du génie civil ;
- démantèlement, déconstruction, désamiantage ;
- dossiers réglementaires (études d'impacts, dossiers ICPE...) ;
- audits de due diligence et réglementaires.

## 5. Proposition commerciale

### 5.1 Bordereau de prix – devis estimatif

N° Prix	Désignation	U	Qtés	P.U. €/HT	Montant €/HT
1	Mise à jour des émissions atmosphériques				
1.1	collecte des données pour les sites existants (24)	F	1	4 500,00	4 500,00
1.2	collecte des données pour les nouveaux sites	F	1	1 325,00	1 325,00
1.3	intégration des données du cadastre	F	1	625,00	625,00
2	Mise à jour des informations toxicologiques				
2.1	Mise à jour des données toxicologiques (60 substances)	F	1	2 500,00	2 500,00
2.3	Mise à jour du choix des traceurs de risques	F	1	1 500,00	1 500,00
3	Rapport				
3.1	Rédaction d'un rapport de synthèse et contrôle qualité global de la prestation	F	1	1 440,00	1 440,00
PM	réunion*	U	pm	1 250,00	0,00
PM	Edition rapports papier repro si souhaité	U	pm	50,00	0,00
<b>Total général HT</b>					<b>11 890,00</b>
TVA 20 %					2 378,00
Total TTC					14 268,00

\*Le prix intègre la préparation de la réunion ainsi que la participation d'un directeur de projet à la réunion.

### 5.2 Clauses commerciales

#### 5.2.1 Montant de l'offre

Le montant de l'offre est de 11 890 € H.T. sur la base du programme exposé précédemment.

Seuls les prix unitaires et les forfaits sont contractuels, la facturation se faisant sur la base des quantités réellement exécutées.

Les éventuelles reprises du rapport et réunions de présentation non comprises dans cette offre, feront l'objet d'un avenant.

### 5.2.2 Révision des prix

Au cas où nos prestations s'étendraient sur plus d'un an, nos prix seront révisés au bout de la première année sur la base de l'indice SYNTEC (Syn) selon la formule :

$$P = P_0 \left( 0,10 + 0,90 \times \frac{Syn}{Syn_0} \right)$$

P = prix révisés

P0 = prix de la présente offre

Syn = Indice Syntec du mois de démarrage de la prestation

Syn0 = Indice Syntec du mois de la présente offre

### 5.2.3 Taxes

Tous nos prix s'entendent hors taxes, BURGEAP est assujetti à la TVA au taux de 20%.

### 5.2.4 Conditions de facturation et règlement

- Facture d'acompte : 50 % du montant de l'offre à la commande ;
- Facture du solde : 50 %, à la remise du rapport définitif.

La facture d'acompte est réglable à réception, l'encaissement conditionnant le démarrage effectif de la prestation. Les autres factures sont réglables à 30 jours, date de facturation.

### 5.2.5 Validité de l'offre

La présente proposition est valable 2 mois.

Passé ce délai, nos prix seront actualisés sur la base de l'indice SYNTEC (Syn) selon la formule :

$$P = P_0 \frac{Syn}{Syn_0}$$

Christelle LE DEVEHAT

Directrice de projet



Olivia LLONGARIO

Responsable Adjointe d'activité « Air, Conseil, Industrie »



## CONDITIONS GENERALES DE VENTE

### 1) FORMATION DES CONTRATS

Les contrats liant BURGEAP et son client, sont formés notamment par :

- la définition de la prestation : termes de références, spécifications techniques, pièces graphiques, offre technique,
- les conditions particulières de la réalisation : délais, garanties, réserves et limites des prestations, etc.
- les conditions financières : coûts, conditions de paiement, actualisation ou révision des prix, durée de validité, etc.

En l'absence de précisions spécifiques, les conditions générales ci-après sont applicables.

### 2) PRIX

Sauf stipulation contraire, les prix sont présentés hors TVA (taxe à la valeur ajoutée) et exprimés en euros. Ils sont établis dans les conditions économiques en vigueur le mois précédant celui de la remise de la proposition. Ils sont variables en fonction des conditions économiques exprimées par l'indice SYNTEC.

### 3) RÈGLEMENTS

Les factures sont émises conformément aux conditions de l'offre. En l'absence de spécifications particulières édictées par BURGEAP, le règlement se fera en deux ou trois termes : un acompte à la commande et le solde à la terminaison de la prestation. Les factures d'acompte sont dues à réception de facture et leur encaissement conditionne le démarrage effectif de la prestation, les factures intermédiaires et finales sont dues à trente jours date de facturation.

Conformément à la législation en vigueur et de convention expresse, en cas de retard de paiement, les sommes dues porteront de plein droit intérêt sur la base d'une fois et demie le taux de l'intérêt légal en France, à compter de la date d'échéance de l'impayé, sans que cette clause nuise à l'exigibilité de la dette. Les termes de paiement ne peuvent être retardés sous quelque prétexte que ce soit, même contentieux.

Selon l'application des articles L. 441-3 et L. 441-6 du Code de commerce, tout débiteur payant une facture après l'expiration du délai de paiement devra verser à son créancier une indemnité forfaitaire de compensation des frais de recouvrement.

En cas de vente, de cession, de remise en nantissement ou d'apport en société de son fonds de commerce ou de son matériel par l'acheteur, comme dans le cas où l'un des paiements ou l'acceptation des traites ne sont pas effectués à la date prévue, les sommes dues deviennent immédiatement exigibles quelles que soient les conditions convenues antérieurement.

### 4) DÉLAIS ET PÉNALITÉS

Sauf stipulations contraires, les délais de réalisation commencent à courir après l'encaissement du premier paiement et de l'ordre de service de commencer les prestations. Des pénalités pour retard ne peuvent être exigées que s'il existe une convention expresse et écrite entre les parties. Elles ne pourront être

appliquées que si le retard provient du fait de BURGEAP et s'il a causé un préjudice réel et constaté contradictoirement. Les pénalités de retards sont plafonnées à 5 % du montant de la prestation. En l'absence de convention expresse, les délais d'exécution sont donnés à titre indicatif et sont observés dans la limite du possible : les retards éventuels ne peuvent justifier l'annulation de la commande ou le droit à indemnité pour le dommage direct ou indirect causé par eux.

BURGEAP est dégagé de plein droit de tout engagement relatif aux délais, de toute sanction ou pénalité pour retard :

1) si les conditions de paiements prévues à la commande n'ont pas été observées par l'acheteur,

2) si les renseignements, échantillons, documents, préparatifs, prestations à la charge de l'acheteur ne sont pas fournis à la date prévue,

3) en cas de force majeure ou d'événements tels que : lock-out, grèves, épidémies, guerre, réquisitions, incendie, inondations, interdictions ou retard de transport, toute autre cause amenant un chômage total ou partiel pour BURGEAP ou ses fournisseurs, modifications légales de l'horaire de travail ou, enfin, tous autres faits indépendants de la volonté de BURGEAP.

### 5) PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Si des prestations supplémentaires s'avéraient nécessaires, celles-ci feront l'objet d'un avenant.

### 6) INTERVENTION SUR LE TERRAIN

En cas d'intervention sur le terrain, ce dernier est réputé libre d'accès pour les personnes et les engins utiles à la prestation envisagée. Les ouvrages cachés auront été signalés par le client à BURGEAP et de manière générale tous les éléments ayant une incidence sur la sécurité des personnes et des biens.

### 7) CAUTIONS

Les cautions d'avance de démarrage sont réduites automatiquement et proportionnellement au fur et à mesure des remboursements effectifs. Les cautions de bonne fin sont réputées automatiquement levées 1 mois après la remise du rapport final relatif à la prestation. De façon générale les documents remis par BURGEAP seront réputés acceptés un mois après leur livraison.

### 8) ÉTENDUE DES OBLIGATIONS

BURGEAP mettra en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation des prestations conformément aux règles de l'Art sous réserve de l'aléa géologique ou de cas de force majeure.

### 9) SECRET/CONFIDENTIALITÉ

Le personnel de BURGEAP est tenu à l'observation d'une totale discrétion et, de ce fait, s'interdit de communiquer à des tiers tout renseignement concernant la nature et le résultat des travaux exécutés par BURGEAP à la demande et avec la participation des clients, sans leur accord. Il en est de même de tous les renseignements concernant les installations, les

procédés de fabrication, etc., qui sont communiqués à BURGEAP confidentiellement pour la remise d'une proposition, ou à l'occasion des prestations. Sauf avis contraire, BURGEAP peut faire figurer la prestation dans la liste des références dont il peut se prévaloir à titre commercial. En cas de confidentialité, le texte ne précisera pas les résultats de l'étude.

### 10) PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET INDUSTRIELLE

Sauf stipulations contraires, BURGEAP conserve intégralement la propriété des plans, études, projets mis en œuvre pour la réalisation des offres ainsi que les calculs, procédés, tours de main, savoir-faire, brevets... qui sont mis en œuvre ou mis à disposition, notamment lors de l'établissement des devis et de la réalisation des prestations, et qui ne peuvent être communiqués à des tiers, ni faire l'objet d'exécution sans notre accord formel. En contrepartie, le Client de BURGEAP est propriétaire des rapports et de leurs conclusions ; BURGEAP ne peut en faire état sans l'accord de son Client. Au cas où les prestations fournies aboutiraient à une invention brevetable, il sera conclu, entre BURGEAP et le client, une convention particulière qui précisera le régime de propriété des résultats. Il est dès à présent convenu que la répartition des droits tiendra compte de l'apport financier et intellectuel de chacun. BURGEAP conserve la propriété des prestations vendues jusqu'au complet paiement du prix. En cas de redressement judiciaire de l'acheteur la propriété des prestations restées impayées pourra être revendiquée par BURGEAP.

### 11) ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Dans toute contestation se rapportant aux affaires traitées, la juridiction française s'applique notamment en matière de fiscalité, les Tribunaux de Nanterre seront seuls compétents quels que soient les conditions de vente et le mode de paiement acceptés, même en cas d'appel en garantie et de pluralité de défendeurs.

### 12) LIMITATIONS DES RESPONSABILITÉS

La responsabilité de BURGEAP ne pourra être recherchée pour tout dommage matériel et immatériel au-delà des seuils garantis par ses polices d'assurances dont les attestations sont disponibles à la demande.

### 13) ASSURANCES

BURGEAP est assuré pour les conséquences de sa responsabilité à concurrence des montants figurant sur les attestations qui peuvent être fournies sur demande. Au-delà, les coûts d'assurance supplémentaire seront facturés à l'identique.

## Accord sur proposition

### ► Exemple à nous retourner complété, accompagné de l'acompte à la commande

Votre correspondant à BURGEAP : [C. LE DEVEHAT](#) Tél : 06 32 83 17 09

Courriel : [c.ledevehat@burgeap.fr](mailto:c.ledevehat@burgeap.fr)

N° de proposition : Réf. A24491 / PACISO02885 du : 26/10/2015

Société : S3PI PRESQU'ÎLE D'AMBES

**Objet de la proposition :** Actualisation des émissions pour la mise à jour de l'ERS de la Presqu'île d'Ambès - Presqu'île d'Ambès (33)

Montant: ☐ **11890 €HT**,

A cette proposition s'appliquent nos conditions générales de vente jointes à cette proposition.

Nous vous rappelons que :

- Facture d'acompte : 50 % du montant de l'offre à la commande ;
- Facture du solde : 50 %, à la remise du rapport définitif.

La facture d'acompte est réglable à réception, l'encaissement conditionnant le démarrage effectif de la prestation. Les autres factures sont réglables à 30 jours, date de facturation.

### ► Informations nécessaires à la facturation

Veuillez nous indiquer l'adresse de facturation : .....

Nom de la Société : .....

Adresse, Code postal, Ville : .....

A l'attention de M/M<sup>me</sup>/M<sup>lle</sup> : .....

Tél. : ..... Courriel : .....

« J'accepte la proposition ainsi que les conditions générales de vente. J'atteste que cet accord vaut bon de commande. Je conserve un exemplaire de ce document. »

Date : .....

M/M<sup>me</sup>/M<sup>lle</sup> : .....

Signature :

Cachet de la Société

Votre numéro de TVA intracommunautaire : .....

**Commande à retourner par mail à votre correspondant à BURGEAP et à l'agence suivante :**

Bâtiment 51 - rue des Terres Neuves – 33130 Begles Tél : 05.56.49.38.22 • Fax : 05.56.49.89.69 • [agence.de.bordeaux@burgeap.fr](mailto:agence.de.bordeaux@burgeap.fr)

**Facture à retourner à l'adresse suivante :**

27, rue de Vanves – 92772 Boulogne Billancourt Cedex - Tél : 01.46.10.25.70 • Fax : 01.46.10.25.64 • [agence.de.paris@burgeap.fr](mailto:agence.de.paris@burgeap.fr)

RCS Nanterre B 682 008 222 / SIRET 682 008 222 000 56

Société anonyme au capital de 1 200 000 euros dirigée par Michèle CYNA, avec un Directoire et un conseil de surveillance

SIRET 682 008 222 000 48 / RCS Nanterre B 682 008 222/ Code APE 7112B / CB BNP Neuilly – S/S 30004 01925 00010066129 29

Réf. A24491 / PACISO02885	
CLD/OL	
26/10/2015	Page 16/16